

Conseil d'administration

Agam – 30 novembre 2023

ORDRE DU JOUR

- ▶ Approbation du compte-rendu du Conseil d'Administration du 1^{er} juin 2023
- ▶ Fonctionnement de l'agence – Perspective 2024
 - Programme de travail partenarial 2024 prévisionnel
 - Budget prévisionnel 2024
- ▶ Mise en œuvre de la feuille de route de fonctionnement partenarial et statutaire de l'AGAM 2023-2024 (Cf. CA du 15/12/22)
 - Charte de déontologie et de probité
 - Guide interne de procédure d'achat public
- ▶ Demandes d'adhésion
 - Miramas
 - Marignane
- ▶ Demandes d'agrément de partenaires associés
 - Façonéo
- ▶ Désignation représentant de l'AGAM à l'AG de l'AUDAT
- ▶ Charte adhésion plateforme connaissance du territoire Région SUD
- ▶ Informations sur vie associative
 - Convention CEREMA
 - Bail futurs locaux
- ▶ Questions diverses
- ▶ Présentation d'études

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 1^{ER} JUIN 2023 (délibération)

Cf. compte-rendu en pièce jointe

Projet de délibération 2023-14 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le compte rendu du Conseil d'administration du 01 juin 2023

FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE – PERSPECTIVES 2024 (délibération)

Programme de travail partenarial 2024

Le programme de travail partenarial est élaboré au 4^{ème} trimestre de l'année afin qu'il puisse être mis en œuvre le plus tôt possible sur l'année qui suit. L'élaboration de ce programme est une démarche qui implique l'ensemble des partenaires de l'Agam, à la fois dans les demandes qui doivent être mutualisées, directement ou indirectement, mais également dans les itérations nécessaires à la formalisation des attendus de chacun dans les différentes missions. Ce processus est donc un exercice complexe qui demande un haut niveau de coopération et de coordination.

Le programme de travail partenarial 2024 présente, à ce titre, quatre enjeux majeurs :

- Tenir le calendrier de construction pour un engagement à mars 2024
- Renforcer la mutualisation des demandes
- Améliorer l'itération entre l'agence et ses partenaires dans l'élaboration du programme et l'écriture des différentes fiches
- Améliorer le suivi de l'engagement et s'adapter tout au long de l'année

En 2024, afin de répondre aux besoins grandissants des membres, les capacités de production de l'agence, devraient être portées à environ 8.000 jours sur projets. Cette montée en puissance reste pour autant budgétairement fragile ; le soutien financier de chaque membre est vital pour l'Agam.

En l'état, le programme de travail partenarial présente les spécificités suivantes :

- Une volonté marquée d'appuyer et accompagner la production des politiques publiques des membres : l'ensemble des thématiques réunies au sein de l'Agam et mobilisées dans le programme partenarial montre l'implication de l'Agence dans un éventail large des politiques publiques portées par les collectivités territoriales et les intercommunalités.
- Il vise aussi à renforcer le rôle de tiers de confiance et de lieu de la coopération territoriale par la mise en partage de l'ensemble de nos connaissances, d'un socle commun auprès des acteurs locaux.
- Il présente une continuité forte avec le programme 2023. Les missions conduites par l'Agence sont de plus en plus pluriannuelles. L'enjeu devient donc de capitaliser et transversaliser la connaissance, les méthodologies et les projets
- Une forte sollicitation en planification comme chaque année. En 2024, près de la moitié de l'activité devrait être consacrée à des travaux de planification et d'urbanisme
- Une présence attendue dans l'accompagnement du projet urbain et de la « fabrique urbaine ». L'Agence se mobilise transversalement sur des missions de conseil, d'analyse et de stratégie et de faisabilité des projets urbains et accompagne ses partenaires dans de nombreuses missions autour de la « *ville en train de se faire* »
- Des communs à renforcer. Conforme à l'ADN de l'Agence, elle œuvre pour mettre à disposition de l'ensemble des membres un socle de connaissances et de représentations qui constituent des outils communs d'observation. L'Agence organise

également le partage et la valorisation des données et mène des analyses exploratoires dans de nouveaux champs d'observation ou de modélisation, avec le souci de rester au plus près des territoires et de répondre de manière ciblée à leurs besoins

Projet de délibération 2023-15 : après la présentation et discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'Administration présents :

- De constater le bon avancement de la préparation du programme de travail 2024 autour de 8.000 jours sur projets
- De valider le principe d'une approbation du programme de travail partenarial 2024 lors du 1er Conseil d'administration de 2024 (avril) afin de pouvoir le soumettre au vote de l'Assemblée générale annuelle à la fin du 1^{er} semestre.

Budget prévisionnel 2024

Le budget prévisionnel 2024 a été construit cette année encore par les dépenses, faute de connaître les financements des partenaires.

L'objectif prioritaire à partir de 2024, comme en 2023 est de se redoter progressivement en fonds propres associatifs par un résultat excédentaire et reconstituer progressivement une trésorerie.

En effet, il faut avoir à l'esprit que le décalage entre l'engagement de l'activité, le vote des budgets des collectivités membres puis, les premiers mandatement, entraîne un besoin de trésorerie de 4 à 5 mois dans le meilleur des cas.

C'est ainsi que nous vous proposons un budget prévisionnel (permettant d'engager les dépenses dès janvier 2023) ; budget qui restera à affiner en fonction des subventions discutées avec l'ensemble des membres et de l'affinement des charges.

Cet objectif sera cependant plus compliqué à atteindre qu'en 2023, en raison notamment :

- De l'accroissement des charges liées au changement de locaux (fin du loyer Canebière et frais liés au déménagement)
- Du besoin d'embauche de personnel pour faire face au plan de charge prévisionnel

Il convient à ce titre de souligner qu'à ce stade, 227 399€ restent à trouver afin que le budget soit à l'équilibre.

Ce **budget prévisionnel** repose sur une hypothèse d'équipe de 61 personnes, dont 47 ETP sur études.

Budget 2023 (en €)	2024
	Budget 2024 prévisionnel
AMP Métropole	3 344 700
Ville de Marseille	750 000
GPMM	70 000
EPAEM	52 000
Etat dotation D'GALN	137 647
Autres subventions Etat	60 000
Subventions membres	4 414 347
Département 13	120 000
ARS (projet)	-
CROUS	5 000
Manosque	35 000
La ciotat (projet)	15 000
SNCF immo	60 000
Miramas	27 000
Marignane	12 000
autres missions du programme de travail partenarial	178 000
Subventions autres partenaires	452 000
TOTAL COTISATIONS ET SUBVENTIONS	4 866 347
Engagements restant à réaliser (ERR) année N-1	250 000
Engagements restant à réaliser (ERR) année N	
FINANCEMENT PROGRAMME PARTENARIAL	5 116 347
Région	142 560
Maison de l'emploi	15 000
URFE	1 500
SOLEAM	-
autres contrats	28 000
DIVERS (FNAU ...)	1 000
PROGRAMME SECTORISE	188 060
TOTAL PROGRAMME D'ACTIVITES	5 304 407
PRODUITS FINANCIERS	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	
Financements complémentaires à chercher	227 399
TOTAL RECETTES	5 531 806
CHARGES SALARIALES DE PERSONNEL	4 127 325
équivalent temps plein (etp)	Projets 2024 61 p dont 3,6 cdd etp dont 47 etp sur études
AUTRES CHARGES/PROVISIONS LIEES AU PERSONNEL	209 226
CHARGES DE STRUCTURE	895 000
CHARGES LIEES AUX ETUDES	5 000
AMORTISSEMENTS	0
CHARGES FINANCIERES	44 400
CHARGES EXCEPTIONNELLES (nouveaux locaux)	250 856
TOTAL DEPENSES	5 531 807

Les recettes

Les recettes sont majoritairement constituées des subventions des membres de l'agence. Elles représentent 5 116 347 €, soit 96,5% des recettes d'activité. Ces subventions attendues sont en sensible augmentation par rapport à 2023, notamment de la part de la Métropole et de la Ville de Marseille, en lien direct avec l'intérêt que ces membres majeurs portent au programme de travail partenarial de l'Agam.

L'arrivée de nouveaux membres dans le partenariat de l'agam exprime un signe très positif de la confiance que ces collectivités placent dans l'outil et dans l'intérêt des travaux conduits. Ces adhésions permettront également d'accompagner cette augmentation des recettes. Les recettes sont complétées par des contrats et des reports de financements (produits constatés d'avance et engagements restant à réaliser).

En 2024, peu de contrats sont prévus car cette nature d'activité est assez éloignée de la philosophie d'action de l'agence d'urbanisme. Le seul contrat connu à ce jour est celui conduit

par le réseau des agences du sud avec la Région auquel l'Agam participe activement. Il est à noter que malgré l'arrivée d'une nouvelle agence à Nice fin 2022 (AUA) le contrat n'a pas connu d'augmentation et sera, pour l'Agam identique à 2023. Espérons que les échanges récents entre les élus de la Région et les présidents du réseau des agences puissent initier des perspectives financières plus favorables.

Le changement de méthode comptable et la mise en œuvre d'un nouvel outil de saisie des temps d'activité à la fin du 1^{er} semestre 2023 rend les estimations de reports de financements difficiles à estimer cette année. Le budget voté début 2024 inclura le montant précis de ces reports. Le budget prévisionnel présenté ce jour au Conseil d'administration pose une estimation à 250 k€ (contre 360 k€ en 2022).

Il faut enfin souligner qu'en l'état de préparation de ce budget, des recettes complémentaires à hauteur de 227 399 € restent à trouver pour équilibrer le budget en recette et en dépense.

Les dépenses

Les dépenses prévisionnelles sont plus élevées qu'en 2023 pour principalement deux raisons :

- L'augmentation des effectifs nécessaire pour répondre aux besoins d'activité
- Les coûts liés aux changements de locaux et déménagement

Six recrutements sont prévus en 2024, augmentant ainsi les charges liées au personnel :

- **4 chargés d'études**, en planification et projet urbain, pour répondre à une activité très soutenue dans cette thématique, et dans la perspective d'engager des travaux sur la partie ouest de la Métropole
- **1 documentaliste**, suite au départ de l'actuelle, en notant toutefois, que ce poste fera l'objet d'une mutualisation avec l'AUPA qui a donné son accord de principe ; l'Agam prenant 60% de son temps de travail (l'AUPA 40%)
- **1 Directeur administratif et financier**, recrutement prévu en 2023 mais non effectif à ce jour

Les charges de fonctionnement seront contenues au maximum sur les postes classiques, sachant que des charges supplémentaires engendrées par les changements de locaux viendront s'ajouter.

Un budget spécifique déménagement sera d'ailleurs tenu afin d'éclairer le Conseil d'administration sur cette opération importante pour l'Agam.

Projet de délibération 2022-16 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- *De bien vouloir valider le budget prévisionnel 2024 en précisant que le budget sera voté début 2024, une fois que les financements des partenaires seront connus, pour un vote à l'Assemblée générale annuelle.*
- *De l'autoriser à engager les dépenses 2024*

MISE EN OEUVRE DE LA FEUILLE DE ROUTE 2023-2024 (délégation)

Pour rappel, le Conseil d'administration a voté le 15/12/2022 une feuille de route visant à améliorer et moderniser le fonctionnement partenarial et statutaire de l'Agence. Cette feuille de route 2022-2023 se structure selon un plan d'actions en 6 axes :

1. **GOUVERNANCE DE LA STRUCTURE**
 - Il s'agira de regarder la conformité avec la note technique du 30/04/2015 de l'Etat et d'adapter les éléments cadre de l'association après la finalisation de la démarche de rapprochement avec l'AUPA
2. **SÉCURITÉ JURIDIQUE DES CONTRACTUALISATIONS**
 - Il est proposé de retravailler les conventions avec les membres afin de respecter scrupuleusement les modalités propres au fonctionnement des agences d'urbanisme
 - Le renforcement de la dimension partenariale de nos activités demandera l'élaboration d'un Programme-cadre triennal afin de démontrer les liens logiques et partenariaux des besoins des partenaires
3. **MAÎTRISE DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET DES CHARGES**
 - L'amélioration de la gestion budgétaire et comptable de l'agence ainsi que la gestion des conventions et des subventions nécessitent le recrutement d'un DAF (inclus dans le budget prévisionnel 2023)
 - La sécurisation financière de l'Agam implique une gestion budgétaire qui redote progressivement l'Agence en fonds propres et en trésorerie (4 mois minimum)
 - Il sera également nécessaire de faire évoluer les méthodes comptables en mettant en place, de façon systématique, des fonds dédiés ou principes analogues ainsi que mettre en place une sectorisation comptable
 - Le poids des charges liées aux locaux dans le fonctionnement doit nous inciter à engager une démarche de déménagement
4. **AMÉLIORER LES PROCÉDURES INTERNES**
 - Pour rendre plus efficiente la gestion de l'activité de l'agence et avoir une sectorisation comptable, il sera nécessaire de se doter d'un nouvel outil de gestion de l'activité et de saisie des heures
 - L'Agam est assimilée à un pouvoir adjudicateur. A ce titre, l'agence doit avoir une procédure d'achat adaptée en fonction des montants à engager
5. **POLITIQUE RH**
 - L'évolution sensible des effectifs et du contexte d'intervention de l'agAM demande une montée en compétence de l'équipe. Ainsi, il sera proposé dans les futurs plans de développement des compétences d'engager des formations structurantes sur le management, notamment de l'équipe de direction, la conduite de projet et le travail en transversalité. Une formation générale sur les valeurs et le travail collaboratif permettra également une acculturation aux enjeux de l'agence et du sens de son intervention dans le système local

6. MODERNISER L'INFRA ET LES OUTILS TECH

- Il est impératif que les outils et les infrastructures techniques suivent l'évolution des besoins et des technologies. C'est pourquoi un plan d'investissement informatique et technique sera systématiquement inclus dans les prochains budgets

Nombre d'actions ont d'ores et déjà été réalisées ou sont engagées :

Il est demandé au Conseil d'administration de discuter et valider la mise en place de deux nouveaux documents :

- Charte de déontologie et de probité
- Guide interne de procédure d'achat

La **charte de déontologie et de probité** est proposée sur demande conjointe de la Ville de Marseille et de la Métropole. Si bon nombre de principes sont déjà en vigueur au sein de l'Agam et sont, pour certains, spécifiés dans différents documents statutaires, la charte permet à la fois de consolider la politique interne de l'Agence et d'avoir une fonction pédagogique auprès des salariés comme des administrateurs.

Le **guide interne de procédure d'achat** est, quant à lui, mis en place en raison du statut de l'Agam de pouvoir adjudicateur. A ce titre, passant des marchés de fournitures et de services (voire de travaux de façon exceptionnelle), l'Agence doit respecter les règles de la commande publique et adapter de façon explicite ses règles d'achat en dessous des seuils légaux.

Charte de déontologie et de probité

Cf. document en pièce jointe

Projet de délibération 2023-17 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir adopter la charte de déontologie et de probité

Guide interne de procédure d'achat de l'Agam

Cf. document en pièce jointe

Projet de délibération 2023-18 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir approuver le guide interne de procédure d'achat
- De le mettre à œuvre à compter du 1^{er} décembre 2023

VIE ASSOCIATIVE (délibération)

Demandes d'adhésions à l'agence (délibération)

Suite à différentes rencontres, pour présenter l'Agam et ses missions, avec des collectivités et des structures dont les objets sociaux et les préoccupations sont proches de ceux de l'Agence d'urbanisme, il est apparu que certaines ont manifesté un intérêt pour nos travaux.

Les communes de Marignane et Miramas souhaitent ainsi adhérer à l'Agam à partir de 2024 (courriers de demande en pj).

Projet de délibération 2023-19 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'adhésion de la commune de Marignane à l'Agam, à compter de l'année 2024
- D'autoriser la Présidente à signer tout document relatif à cette adhésion et permettant la participation de la Commune au programme de travail partenarial.

Projet de délibération 2023-20 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'adhésion de la commune de Miramas à l'Agam, à compter de l'année 2024
- D'autoriser la Présidente à signer tout document relatif à cette adhésion et permettant la participation de la Commune au programme de travail partenarial.

Demandes d'agrément de partenaires associés (délibération)

La création, lors de l'Assemblée Général du 23 juin 2022, du collège des partenaires associés, suscite un réel intérêt. La SPL Façonéo souhaite devenir partenaire associé (courrier de demande en pj)

Projet de délibération 2023-21 : après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider le statut de partenaire associé à la SPL Façonéo
- D'autoriser la Présidente à signer tout document relatif à cet agrément

Désignation d'un représentant à l'AG de l'AUDAT.Var (délibération)

Suite à la délibération 2022-16 (CA du 15/12/2022), l'Agam est partenaire associé de l'Agence d'urbanisme de l'aire toulonnaise et du Var (AUDAT.Var).

Pour rappel, le statut de partenaire associé ne donne pas de droit de vote aux instances et donne un siège à l'Assemblée générale.

Il est proposé que la représentation de l'Agam à l'AG de l'AUDAT.Var soit assurée par la Présidente ou, en cas d'empêchement, par son représentant désigné.

Projet de délibération 2023-22 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider la représentation de l'Agam à l'Assemblée générale de l'AUDAT.Var par Laure-Agnès CARADEC, Présidente, ou, à défaut, par son représentant désigné.

Charte adhésion plateforme connaissance du territoire Région SUD

La Plateforme est un dispositif de coordination, d'animation et de mutualisation des données et études en Provence-Alpes-Côte d'Azur piloté par la Région, l'État, l'Insee et l'IGN. Ses principaux objectifs sont de proposer des outils d'observation partagés au service des territoires et d'animer un réseau d'acteurs métier.

Son pilotage s'opère selon deux instances : Le comité d'orientation, formé des membres fondateurs et de l'ensemble des signataires de la charte d'adhésion. Il propose au comité de pilotage des orientations stratégiques. Le comité de pilotage, constitué des membres fondateurs, définit la feuille de route.

Les agences d'urbanisme sont, par leur expertise de la donnée, la connaissance des territoires et la nature de leur travaux, sont naturellement amenées à participer à cette plateforme. La Région Sud les invite à ce titre, depuis l'origine, aux travaux. Elle souhaite par ailleurs que les agences du sud signent la convention d'adhésion à la plateforme.

Les agences d'urbanisme sont des structures privées mais dont l'activité revêt un caractère d'intérêt général (Cf. convention FNAU-Etat, note technique de l'Etat, rapports des CRC,...), et pourraient, à ce titre et parcequ'elles accompagnent la Plateforme depuis l'origine, participer au comité de pilotage, au même titre que les autres partenaires fondateurs.

Il est proposé de signer la convention d'adhésion afin d'officialiser le partenariat et la coopération déjà à l'œuvre.

Projet de délibération 2023-23 : à l'issue de cette présentation, et après discussion, Madame Laure-Agnès Caradec, Présidente, demande aux membres du Conseil d'administration présents :

- De bien vouloir valider l'adhésion de l'Agam à la plateforme de la connaissance
- D'autoriser la Présidente à signer la convention de partenariat.

Signature d'une charte de partenariat avec le CEREMA (information)

Le CEREMA est à l'origine un établissement public au service de l'Etat. Il s'est ouvert il y a quelques années sur l'intervention pour le compte des collectivités via un principe d'adhésion.

Le 18 octobre 2023, le CEREMA et les cinq agences d'urbanisme de la Région Sud se sont engagés, par la signature d'une convention de partenariat, à favoriser leurs complémentarités et mieux mutualiser leurs expertises.

L'objectif est de proposer l'offre d'ingénierie la plus adaptée aux enjeux de chaque territoire, qu'il soit rural ou urbain. Ce partenariat s'établit sur une large palette d'axes thématiques qui impliquent des interventions à toutes les échelles et nécessitent un appui aux territoires aussi bien stratégique qu'opérationnel.

Bail des futurs locaux de l'Agam (information)

Conformément à la délibération 2022-15 (CA du 15/12/2022), la recherche de nouveaux locaux pour l'Agam a débouché sur la signature, fin juillet, de la signature d'un bail de 9 ans, avec Tivoli Capital, société mère de Newton Office, gérant l'immeuble Adriana, situé porte d'Aix, juste à côté de l'IMVT.

Cette localisation est intéressante en raison de sa proximité avec la gare multimodale St Charles, et des partenaires de l'Agence : DDTM, DREAL, IMVT, ADEME, Métropole, services de Marseille...

Situés en R+4 et R+5 pour une surface d'un peu plus de 900 M², ces nouveaux locaux devraient offrir une qualité de vie au travail largement améliorée ainsi qu'une meilleure maîtrise des charges de fonctionnement à terme.

Le déménagement de l'Agence est prévu fin du 1er semestre 2024.

QUESTIONS DIVERSES

PRESENTATION D'ETUDES